



PAR COURRIEL

Québec, le 31 mars 2025

Madame Geneviève Biron  
Présidente et cheffe de la direction  
Santé Québec  
930, chemin Sainte-Foy, 6<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1S 2L4

Madame la Présidente et Cheffe de la direction,

La présente fait suite à la demande de dérogation reçue le 28 mars dernier pour des circonstances exceptionnelles afin de recourir à des agences de placement de personnel malgré l'interdiction qui débutera le 1<sup>er</sup> avril 2025.

Cette demande de dérogation est conforme à l'article 669 de la Loi sur la gouvernance du système de santé et services sociaux (chapitre G-1.021) (LG4S) et au Règlement sur le recours aux services des agences de placement de personnel et à de la main-d'œuvre indépendante dans le domaine de la santé et des services sociaux (chapitre G1.021, r. 2) (Règlement) pour certaines unités administratives de Santé Québec situées en milieu urbain.

Considérant la situation particulière et les délais pour y répondre, le ministre de la Santé a autorisé le recours à des agences du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 30 mai 2025 inclusivement pour les unités administratives de Santé Québec indiquées dans le tableau suivant. Les équivalents temps complet (ETC) qui y figurent constituent un plafond par établissement et par titre d'emploi pour la période autorisée.

Unités administratives de Santé Québec	Infirmière	Infirmière auxiliaire	Inhalothérapeute	Assistant technique en pharmacie
CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	17,6	1,4		
CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	15,4		2,0	
CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	1,0			
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	3	1,4		
CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal		1,8	11,1	
CISSS de la Montérégie-Ouest	56,1	1,4		2,0

... 2

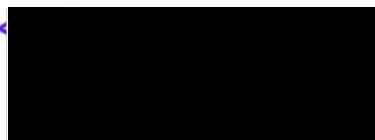
Pour obtenir une prolongation à cette dérogation, Santé Québec devra soumettre au Sous-ministère aux ressources humaines et négociations, **au plus tard le 30 avril 2025**, toutes les données probantes ainsi qu'un plan d'action détaillant la manière dont Santé Québec compte cesser le recours aux agences pour les unités administratives visées, et ce, à l'expiration du délai de l'autorisation de dérogation.

Toutes autres dispositions prévues à la LG4S, au Règlement et à la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1) demeurent applicables. De plus, selon les informations reçues par le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), les affectations en cours émanant du contrat 2023-8179 et qui bénéficient de la présente autorisation peuvent se poursuivre pendant un délai raisonnable. Au-delà de ce délai, tous les nouveaux besoins, en respect des limites de la présente autorisation, devront faire l'objet d'appels d'offres publics ou de contrats maison, selon le cas. Nous vous invitons à communiquer avec le CAG pour tout questionnement à cet égard afin de respecter les modalités contractuelles applicables.

Enfin, un rapport du volume de recours aux agences pour la période autorisée ventilé par unité administrative sera attendu **au plus tard le 30 juin 2025**.

Veuillez agréer, Madame la Présidente et Cheffe de la direction, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre,



Daniel F. Gauthier

c. c. M. Luc Desbiens, CAG  
M. Richard Deschamps, MSSS  
M. Vincent Lehouillier, Santé Québec

N/Réf. : 25-MS-01414